

## Intervention de l'APFF au Forum des minorités du Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Genève, 25-26 novembre 2014

Madame la Présidente,

L'Association pour la Promotion de la Francophonie en Flandre (APFF) tient à préciser que son intervention a uniquement pour objectif que soient respectés les droits culturels et le statut de minorité des Francophones de Flandre et n'a aucune visée politique.

Dans les années nonante, des manifestations violentes ont eu lieu en Flandre, à Gand plus précisément, lors des conférences, en français, d'*Exploration du Monde*. Le but des extrémistes flamingants du TAK (Taal Aktie Komitee) et du VVB (Vlaamse Volksbeweging), comme ils l'ont écrit, était de « *mettre le couteau sous la gorge d'Exploration du Monde et d'exiger son retrait de toute la Flandre* ».

Lors des manifestations, aux cris de « Franse ratten, rol uw matten ! » (Rats francophones, foutez-le camp !), plusieurs personnes ont été jetées à terre et blessées par des éclats de verre. La date qui restera dans tous les esprits est celle du 18 octobre 1994. Les extrémistes qui étaient plus de 250, étaient venus accompagnés de quatre ambulances et promettaient de ne quitter les lieux que lorsqu'elles seraient remplies de victimes. Ne pouvant plus assurer la sécurité de son personnel et des spectateurs, *Exploration du Monde* n'a eu d'autre solution que de se retirer de Flandre.

Ces événements ont sérieusement ébranlé les 310.000 francophones qui vivent en Flandre et ont eu pour conséquence un sérieux coup de frein aux activités culturelles en français, d'autant plus que les autorités flamandes ont saisi la Cour d'arbitrage pour interdire à la Communauté française de Belgique de continuer à subventionner des activités francophones sur le sol flamand. En même temps, la Flandre a annoncé qu'elle n'aiderait pas les associations francophones.

Où en est-on vingt ans après, alors que :

- 1°) L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a, dans sa recommandation 1492 de 2001, mentionné la Belgique parmi les pays qui « *ont des minorités significatives qui doivent être protégées et dont les droits ne sont pas officiellement reconnus* » ;
- 2°) Dans sa résolution 1301 de 2002, faisant suite au rapport Nabholz, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a reconnu l'existence d'une minorité francophone en Flandre et a recommandé à la Belgique de ratifier « *sans plus tarder* » la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales ;
- 3°) L'ONU a recommandé à la Belgique, lors de son Examen périodique universel (EPU) de 2011, de ratifier la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales et de signer la Charte sur les langues régionales ou minoritaires.

Force est de constater que rien n'a changé. La Belgique n'a toujours pas ratifié la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la protection des minorités nationales. C'est d'autant plus préoccupant, pour ne pas dire inacceptable, du fait que la Belgique préside le Conseil de l'Europe pour une durée de six mois et prétend placer les droits de l'homme au cœur de son action. Signalons encore que la position de la Belgique par rapport aux recommandations de l'ONU concernant les minorités n'est pas claire.

La réalité c'est que la Flandre ne veut pas entendre parler de minorité francophone sur son territoire. Elle a d'ailleurs à nouveau écrit noir sur blanc, dans son dernier accord de gouvernement, qu'elle ne ratifiera pas la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les extrémistes flamingants continuent de harceler les francophones de Flandre dès qu'ils bougent le petit doigt, que ce soit dans la périphérie flamande de Bruxelles, à Renaix ou encore dans les Fourons. Cela pourrait un jour déboucher sur un drame. José Happart, ex-bourgmestre non nommé, a récemment déclaré à la presse : « *Je me dis parfois, en revoyant des images, qu'on a eu de la chance de ne pas avoir eu de mort à Fourons* ».

(suite au verso)

Il ne faut pas compter sur le chef de file des nationalistes flamands, Bart De Wever, grand vainqueur des dernières élections, avec 31,88% des voix, pour calmer le jeu. Déjà en 2008, il déclarait : « *il n'existe pas de minorité francophone en Flandre, mais seulement des immigrants qui doivent s'adapter* ». Son parti séparatiste, la N-VA, est actuellement dans la majorité au sein du Gouvernement fédéral et n'a jamais caché sa totale opposition à toute avancée positive en matière de protection des minorités nationales en Belgique.

Pour mettre fin au processus d'assimilation forcée de la minorité francophone en Flandre et prévenir tout risque de violence, l'APFF appelle la Belgique à ouvrir un large débat sur la question des minorités à l'occasion du rapport national qu'elle doit remettre à l'ONU, dans le cadre de son prochain Examen périodique universel (EPU), début 2016. L'APFF demande également d'y associer la société civile. La Belgique ne s'est-elle d'ailleurs pas engagée à travailler en concertation étroite avec la société civile pour préparer son rapport ?

A ce jour, l'APFF n'a reçu aucune invitation à participer à quelque consultation que ce soit, alors que la Belgique doit remettre son rapport dans moins d'un an ! Pointons aussi du doigt le fait que la Belgique ne s'est toujours pas dotée d'un Institut national des droits de l'homme (INDH). Ne risque-t-on pas de se retrouver dans la même situation que lors de l'EPU de 2011. La Belgique avait tout simplement écarté la question des minorités en ne l'abordant pas dans le document qu'elle a remis à l'ONU.

L'APFF appelle enfin la Belgique à rétablir le recensement linguistique de la population en se basant sur des critères scientifiques, afin de disposer de données précises quant à la pratique des langues et l'évolution des minorités dans les différentes régions du pays. Combien y a-t-il exactement de francophones en Flandre aujourd'hui ? 310.000 si on se réfère au sondage de *Dedicated Research* de 2009 et en se limitant aux personnes dont la langue maternelle est le français ? 367.000 en comptant aussi les personnes qui parlent parfaitement le français et dont un des deux parents est francophone ? La question vaut la peine d'être posée, ne fut-ce que pour répartir équitablement les subventions accordées aux associations, de même que l'accès aux centres culturels, c'est à dire sans discriminer la minorité francophone en Flandre.

Nous vous remercions,

### **Pour plus d'informations**

Nous vous renvoyons à notre site internet (<http://www.francophonie.be/ndf>).

### **A propos de l'APFF**

L'Association pour la Promotion de la Francophonie en Flandre (APFF) ne poursuit aucun but politique et n'entend nullement remettre en cause le statut linguistique de la Flandre. Elle veut simplement que le français, l'une des langues officielles de la Belgique, ait droit de cité en Flandre au même titre que toute autre langue.

Cette promotion de la francophonie, l'APFF la réalise notamment en publiant sur son site internet le magazine « Nouvelles de Flandre » (<http://www.francophonie.be/ndf>). On peut y trouver outre l'agenda des activités en français, les adresses des ressources francophones en Flandre, des articles et des informations sur la francophonie en général. Un bulletin, version papier du magazine, est également édité tous les trois mois.

Toute personne intéressée par l'APFF peut en devenir membre. La cotisation annuelle s'élève à 15 EUR pour la Belgique et 30 EUR pour l'étranger à verser au compte 210-0433429-85 (IBAN : BE89 2100 4334 2985 - BIC : GEBABEBB) de l'APFF. Les membres et les donateurs reçoivent le magazine « Nouvelles de Flandre » tous les trois mois.

### **Association pour la Promotion de la Francophonie en Flandre (APFF asbl)**

Secrétariat : Spreeuwenlaan 12, B-8420 De Haan, Belgique

Téléphone : +32(0)59.23.77.01

Télécopie : +32(0)59.23.77.02

Portable : +32(0)479.35.50.54

Courriel : [apff@francophonie.be](mailto:apff@francophonie.be)

Site : <http://www.francophonie.be/ndf>

# Intervention of the APFF at the Forum on Minority Issues of the UN Human Rights Council

Geneva, 25-26 November 2014

Madam President,

The Association for the Promotion of French Culture in Flanders (APFF) would like to underline the fact that the only goals of its intervention are the respect of cultural rights and the minority status for the French-speaking minority in Flanders and that it has no political agenda.

In the nineties, violent demonstrations took place in Flanders, in Ghent specifically, at conferences of *Exploration du Monde* which were organised in French. The purpose of the Flamingant extremists of the TAK (Taal Aktie Komitee) and the VVB (Vlaamse Volksbeweging) was, as they wrote, to « *put a knife to the throat of Exploration du Monde and to demand its withdrawal from Flanders* ».

During the demonstrations, resounding to the chants of « *Franse ratten, rol uw matten !* » (French-speaking rats, get out !), several people were thrown to the ground and suffered injuries from glass shards. The date that will remain in everyone's mind is that of the 18 of October 1994. Over 250 extremists came with four ambulances and swore that they would not leave until they were full of victims. As *Exploration du Monde* was no longer able to ensure the safety of its staff and spectators, it had no option but to withdraw from Flanders.

These events seriously upset the 310,000 francophones living in Flanders and, as a result, the number of cultural activities organised in French was significantly reduced, all the more so as the Flemish authorities seized the Arbitration Court to prohibit the French-speaking Community of Belgium from continuing to subsidise activities organised in French on Flemish soil. At the same time, Flanders announced that it would not financially support francophone associations.

What is the situation twenty years on, as :

- 1) The Parliamentary Assembly of the Council of Europe, in Recommendation 1492 (2001) listed Belgium among the countries that « *have significant minorities which must be protected, and whose rights are not officially recognised* » ;
- 2) In Resolution 1301 (2002), following the Nabholz report, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe recognised the existence of a French-speaking minority in Flanders and recommended that Belgium ratify « *without further delay* » the Framework Convention for the Protection of National Minorities ;
- 3) During its Universal Periodic Review (UPR) of 2011, the United Nations recommended that Belgium ratify the Framework Convention for the Protection of National Minorities and sign the Charter on Regional or Minority Languages.

It must be noted that nothing has changed. Belgium has still not ratified the Framework Convention of the Council of Europe for the Protection of National Minorities. This is all the more disturbing, if not unacceptable, that Belgium is chairing the Council of Europe for six months and claims to have placed human rights at the heart of its action. It is also worth noting that Belgium's position in relation to the UN recommendations on minorities is not clear.

The truth is that Flanders will not acknowledge the French-speaking minority on its territory. It also stated once again in black and white, in its latest government agreement, that it will not ratify the Framework Convention for the Protection of National Minorities.

In these circumstances, it comes as no surprise that Flamingant extremists continue to harass the francophones in Flanders as soon as they make a move, whether it be in the Flemish periphery of Brussels, in Renais/Ronse or in the Fourons/Voeren. This could one day lead to a tragedy. José Happart, a former unappointed1 bourgmestre, recently told the press : « *I sometimes think, looking back at the pictures, that we were lucky that there were no casualties in the Fourons/Voeren* ».

(continued overleaf)The leader of the Flemish nationalists, Bart De Wever – winner of the last elections with 31.88 % of the votes – will not diffuse the situation. Already in 2008, he declared : « *There is not French-speaking minority in Flanders, only immigrants who have to adapt* ». His separatist party, the N-VA, is currently in the majority in the Federal Government and has never made any secret of its total opposition to any positive step towards the protection of national minorities in Belgium.

To end the process of forced assimilation of the French-speaking minority in Flanders and prevent any risk of violence, the APFF calls on Belgium to open a wide debate on minority issues within the framework of the national report to be submitted to the United Nations, as part of its next Universal Periodic Review (UPR) early in 2016. The APFF also requests that the civil society be involved. Indeed, Belgium pledged to work in close collaboration with civil society to prepare its report.

To date, the APFF has not been invited to participate in any consultation whatsoever and Belgium must submit its report within one year! It should also be noted that Belgium has still not established a National Institute of Human Rights (NHRI). We risk ending up in the same situation as in the 2011 UPR when Belgium had simply dismissed the question of minorities by not addressing it in the document it presented to the UN.

Finally, The APFF requests that Belgium restore the language census of the population based on scientific criteria, in order to have precise information regarding the use of languages and the evolution of minorities in different regions of the country. How many French-speaking people currently live in Flanders ? The *Dedicated Research* survey of 2009 states the number of 310,000 as it is limited to people whose mother tongue is French ? 367,000 taking into account people who speak French perfectly and who have one French-speaking parent ? It is worth investigating this question further, if only for the fair distribution of grants to associations, as well as access to cultural centres, i.e. without discriminating against the francophone minority in Flanders.

We thank you for your attention,

### **For more information**

Please visit our site (<http://www.francophonie.be/ndf>).

### **About the APFF**

The Association for the Promotion of French Culture in Flanders (APFF) has no political objective and has absolutely no intention of questioning the linguistic status of Flanders. It simply wants French, one of Belgium's official languages, to have the right to be used in Flanders in the same way as any other language.

The APFF promotes French culture in particular by publishing the magazine « *Nouvelles de Flandre* » on its website (<http://www.francophonie.be/ndf>). Here you can also find a calendar of activities in French and the addresses of French-speaking resources in Flanders, as well as articles and information on French culture in general. A newsletter, a paper version of the magazine, is also published every three months.

Anyone who is interested in the APFF can become a member. The annual membership fee is 15 EUR for Belgium and 30 EUR for abroad, payment to be sent to the APFF's account number 210-0433429-85 (IBAN : BE89 2100 4334 2985 – BIC : GEBABEBB). Members and donors receive the « *Nouvelles de Flandre* » magazine every three months.

### **Association for the Promotion of the French Culture in Flanders (APFF npo)**

Secretariat : Spreeuwenlaan 12, B-8420 De Haan, Belgium

Phone : +32(0)59.23.77.01

Fax : +32(0)59.23.77.02

Gsm : +32(0)479.35.50.54

E-mail : [apff@francophonie.be](mailto:apff@francophonie.be)

Site : <http://www.francophonie.be/ndf>